

Mardi du Quai Voltaire 31/05/2022

Néonicotinoïdes et pesticides.

Peut-on s'en passer ? Le débat est-il verrouillé par les lobbies ?

Points saillants du débat

Ouverture : Après la large médiatisation de l'appel à la « bifurcation » de certains élèves à la cérémonie de remise des diplômes d'AgroParisTech, Anne Gouyon, présidente AgroParisTech Alumni, plaide pour l'affirmation réfléchie des Agros dans les débats publics.

Débat entre :

- Faustine Bas-Defossez (IEEP, Institut pour une politique environnementale européenne),
- Christian Huyghe (directeur scientifique Agriculture, INRAE, Institut National de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement),
- Emmanuelle Pabolleta (directrice générale Phyteis, Union des industries de protection des plantes).

Animatrice : Emmanuelle Ducros, journaliste au journal l'Opinion.

Etat des lieux

Dans le premier tour de table, Faustine Bas-Defossez (IEEP) souligne l'urgence de remédier aux résultats catastrophiques révélés par les études sur la biodiversité.

Christian Huyghe (INRAE) estime, quant à lui et contrairement à la présentation des statistiques du Ministère de la transition écologique et solidaire, que le plan Ecophyto n'a pas été sans résultats. Il fait valoir la réduction des produits les plus dangereux, substitués par des produits plus efficaces mais moins dommageables, le ciblage et les techniques moins risquées (traitement des semences en silo, enrobage des semences) et insiste sur le changement de mentalité du secteur, notamment des agriculteurs, aujourd'hui sensibles eux aussi à la réduction des pesticides. Reste que des produits nocifs comme les néonicotinoïdes ont une rémanence (durée de vie) qui cause leur accumulation dans le sol et leur effet persistant dans l'environnement.

Emmanuelle Pabolleta (industries) observe que les statistiques présentées n'évoquent pas la période précédant le lancement du plan Ecophyto en 2009, décennie au cours de laquelle la baisse des ventes de pesticides a atteint 40%. Après ce résultat, les progrès ne pouvaient plus être aussi spectaculaires. Elle estime que les pesticides ne sont pas appelés à disparaître tandis que le progrès dans la protection des plantes suivrait, selon elle, le pas de temps de la science.

Cependant, Faustine Bas-Defossez rappelle que le temps n'est plus disponible et s'inquiète de la résistance aux propositions de 2021. La France en particulier, peu empressée d'utiliser les leviers d'action (cités par Christian Huyghe : taxation, retrait de produits dangereux, incitations à l'innovation), s'est fait retoquer son Plan stratégique (PSN), nonobstant sa présidence au Conseil européen.

L'avenir

De l'avis partagé, les progrès viendront d'une approche « combinatoire » de différentes techniques y compris digitales. Au-delà du champ et de la culture, elles concerneront les paysages et les systèmes agricoles. Dans cet esprit, Christian Huyghe estime qu'à l'instar de la prophylaxie animale, pour prévenir les maladies, il faudrait développer une prophylaxie végétale.

Le « verrouillage sociotechnique » serait l'expression d'un état d'équilibre des forces économiques. Il faut une incitation forte pour le rompre ; c'est le rôle de la PAC et des politiques publiques. Selon Christian Huyghe, les industries alimentaires sont appelées à jouer un rôle déterminant car elles orientent la production et l'innovation.

Emmanuelle Pabolleta estime que l'avenir donnera une grande place aux moyens de contrôle biologique (bio-contrôles) qui doivent être pris en compte dans la nouvelle directive SUD (*Sustainable Use Directive*) en préparation à Bruxelles (Faustine Bas-Defossez). Pour Christian Huyghe, le contrôle biologique appellera des innovations organisationnelles à l'échelle de territoires, comme on l'a vu avec les planteurs de betterave et dans la lutte contre la tordeuse de la grappe en Champagne viticole.

Conclusion

Anne Gouyon conclut en soulignant le défi de la complexité et la nécessité de revaloriser les sciences de la vie et de la terre.

Questions finales

L'observation de Jean-Marie Seronie selon laquelle les solutions sont à rebours de l'évolution historique (complexité au lieu de simplification ; travail accru au lieu de gain de productivité) conduit Christian Huyghe à estimer que le défi est d'intégrer la complexité dans la technique (« encapsuler la complexité »), comme dans les téléphones portables.

La caractérisation des lobbies n'est abordée que tardivement dans le débat pour désigner les forces économiques responsables de « l'équilibre socio-technique ».